

COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE D'INDRE-ET-LOIRE « Exercice emplois 2024 »

Le 11 décembre était convoqué au niveau national un comité social d'administration de réseau (CSAR) qui traitait de la répartition des emplois au PLF 2024.

Les documents fournis par l'administration font évidemment masse de toutes les opérations de transferts et des relocalisations pour pouvoir se réjouir d'un schéma d'emploi positif **historique** !

Après 35 000 emplois détruits en 22 ans, on en créerait (le conditionnel est de mise)....148.

Ces artifices de présentation ne trompent personne et occultent la poursuite des suppressions d'emplois et le niveau persistant des vacances d'emploi, négligent le fait que les emplois transférés de l'extérieur ne sont que très partiellement pourvus, que les relocalisations ne sont que des emplois déplacés et passent sous silence l'ampleur des redéploiements envisagés dans le cadre du plan de lutte contre la fraude.

La lecture de la fiche nationale emplois PLF 2024 pourrait porter à croire que le cycle infernal des suppressions d'emplois touche à sa fin. Mais comme chaque année, les documents du CSAR visent à minimiser les suppressions incluant les renforts et les transferts d'emplois.

Il y a tromperie !!

Les 348 transferts d'emplois ne minorent pas les 200 suppressions, mais correspondent à des transferts de missions le plus souvent sous-estimées.

Nous sommes au Ministère des Comptes Publics et nous avons le respect des chiffres, alors comptons :

	Suppressions	Renforts	Evolutions nettes	Transferts	TOTAL
Centrale		118	118		118
SCN (DPN, SRE et SEJF)		79	79		79
DNS	-23	151	128	20	148
SCBCM			0	13	13
Réseau (DDRFIP)	-783	393	-390	235	-155
COM (DFIP)		1	1		1
Gains de productivité TU	-80		-80	80	0
Autres et non répartis	-56		-56		-56
TOTAL	-942	742	-200	348	148

Concernant les transferts de mission, prenons l'exemple de la taxe d'urbanisme. Cette mission qui était accomplie par 525 ETP va être concrètement effectuée par seulement 166 agents...

ON EST TROP FORT à la DGFIP !!!

Ce qui pourrait laisser croire à un faible recul dans les directions territoriales est en réalité une catastrophe :

Au 1er septembre 2023, 4604 ETP étaient vacants ; en 2024, sont annoncés 3700 nouveaux ETP sortants.

Le recrutement par concours sera insuffisant et induira le recours à 1500 voire 1600 contractuels en 2024 ! Soit 1 recrutement sur 3

Et pour la DDFiP 37 ?

La Direction Générale annonce le chiffre suivant : "0" suppression nette, qui s'illustre ainsi :

	AFIPA	IP	I DIV HC	I DIV CN	A	B	C	Total
Direction	-1			1				0
Domaines					-1			-1
EDR							-1	-1
BCR						1		1
SDIF						1		1
SIP CHINON							-1	-1
SIE AMBOISE						1		1
SIE TOURS		1	-1					0
TOTAL	-1	1	-1	1	-1	3	-2	0

Bref, avec un déficit de 40 agents, pas de quoi soulager les services et les collègues en souffrance !

Nos revendications restent hélas les mêmes :

Nous voulons des créations d'emplois et des recrutements !
Nous voulons des meilleures rémunérations pour vivre décemment !
Nous ne mendions rien, c'est notre dû !

Les membres des organisations syndicales d'Indre-et-Loire, représentants du personnel en CSAL réunis en intersyndicale.